



En 2010, la Coalition pour la justice sociale (SJC-ses initiales en anglais) a lancé la campagne d'assainissement propre et sûr pour obliger le conseil municipal de Cap d'entretenir correctement les toilettes existantes et fournissent également d'autres installations sanitaires propres et sûrs dans des quartiers informels. La campagne de SJC a eu plusieurs réalisations, notamment l'introduction d'un service de conciergerie pour l'entretien régulier des toilettes à chasse d'eau et bornes-fontaines. Pour réaliser ces avantages acquis, la SJC et ses partenaires utilisent une approche à plusieurs facettes, y compris des enquêtes approfondies budgétaires, une stratégie juridique, publicité dans les médias ciblant à la fois les communautés pauvres et riches, manifestations, et certains travaux budgétaires. Photo gracieuseté de David ...

La présente étude de cas décrit une campagne qui a obligé le gouvernement de la ville du Cap à introduire et à financer un service de gardiennage et d'entretien dans le cadre de l'installation de toilettes publiques, entre autres mesures, pour améliorer l'accès à des installations sanitaires de base dans les zones d'habitation informelle de la ville. Ce document est le résumé de plus d'une étude plus approfondie préparée par Neil Overy dans le cadre du Programme d'apprentissage de l'Initiative de Partenariat de l'IBP. Ce programme d'apprentissage vise à évaluer et à documenter l'impact de la participation de la société civile dans les budgets publics

Télécharger l'intégralité du document au format pdf à l'adresse: <http://internationalbudget.org/wp-content/uploads/LP-case-study-SJC.pdf>.

AFRIQUE DU SUD: UNE CAMPAGNE EN FAVEUR DE JUSTICE EN MATIÈRE D'ASSAINISSEMENT

En mai 2012, le maire du Cap, Patricia de Lille, annonçait sur les marches du centre civique de la ville la création d'un service quotidien de gardiennage et d'entretien des toilettes à chasse d'eau dans les zones d'habitation informelle. Ce service devrait employer 500 membres de la communauté pour nettoyer l'intérieur et les alentours des toilettes et des bornes fontaines sur une base quotidienne et faire des travaux de réparation mineurs à ces installations. Cette annonce a été faite devant une assemblée enthousiaste composée de plus de 200 membres appartenant au mouvement social appelé *Social Justice Coalition* (Coalition pour la justice sociale - SJC), basé au Cap, qui avait fait campagne pour l'amélioration des installations sanitaires dans les quartiers.

Le service de gardiennage et d'entretien, qui reçut plus tard des fonds municipaux d'une valeur de 26 millions de rands (3,2 millions de dollars), était non seulement une victoire pour

la SJC, mais également le premier service du genre en Afrique du Sud.

Ce document décrit la campagne qui a contraint les autorités municipales à mettre en œuvre le service de gardiennage et d'entretien et à prendre d'autres mesures visant à améliorer l'accès aux installations sanitaires de base au Cap, et aborde brièvement quelques-uns des facteurs qui ont conduit à son succès.

LE PROBLÈME: LES ZONES D'HABITATION INFORMELLE ET LES INSTALLATIONS SANITAIRES

Le Cap est la deuxième ville d'Afrique du Sud et compte une population estimée à 3,7 millions d'habitants. Au cours des 10 dernières années, la population de la ville a augmenté de 21 pour cent et devrait atteindre 4,2 millions d'habitants en 2031. Sa croissance rapide est due en grande partie à « l'immigration intérieure » des jeunes Sud-Africains à la recherche de travail en provenance des autres régions pauvres d'Afrique du Sud. La relative pauvreté de la plupart des migrants signifie qu'ils n'ont pas les moyens d'acheter ou

de louer un logement formel lorsqu'ils arrivent en ville, sachant que les programmes de logement du gouvernement ne répondent qu'à une infime partie de la demande. En conséquence, les quartiers informels continuent de croître à un rythme rapide. Selon les estimations les plus récentes, la ville compte aujourd'hui 230 quartiers informels abritant plus de 194 000 familles, soit près d'un quart de la population totale de la ville.

Le manque d'accès à l'eau et aux services sanitaires de base dans ces quartiers informels demeure un problème sérieux pour les habitants. Selon la municipalité du Cap (souvent appelée « la Ville »), près de 400 000 habitants n'auraient pas accès aux services sanitaires de base dans les quartiers informels, mais la SJC affirme que le chiffre réel est beaucoup plus élevé. L'organisation affirme également que la Ville n'a tenu compte ni de la répartition inégale des toilettes ni du nombre important de toilettes en mauvais état, et a indûment compté des toilettes qui ne répondaient pas aux exigences minimales des « installations sanitaires de base. »

Les aspects sanitaires sont un enjeu important pour les habitants, et cela pour de nombreuses raisons. L'accès à l'assainissement de base est une question de dignité humaine fondamentale et un droit pour tous les Sud-Africains tel que cela est inscrit dans la Constitution. Il s'agit également d'un problème de santé important, surtout pour les enfants. Selon l'UNICEF, plus de 20 pour cent des décès et des incapacités chez les enfants de moins de 14 ans sont imputables à l'insalubrité de l'eau, l'insuffisance des services d'assainissement ou des conditions d'hygiène déplorables.

En outre, la SJC a pris conscience que l'assainissement était intimement lié à la *sécurité* et à la *sûreté* dans les quartiers. La SJC a recueilli les témoignages de nombreux habitants sur les agressions, les viols et les meurtres qui ont eu lieu parce que les habitants sont obligés de se soulager dans des zones éloignées de chez eux.

LA CAMPAGNE

La SJC se décrit comme un mouvement social populaire dont l'objectif est de mettre en place une administration redevable. Elle compte un total de 1500 membres, tous basés dans le township de Khayelitsha, qui se trouve sur la côte sud-est du Cap. Grâce à ses activités en matière d'éducation, de plaidoyer politique, de recherche et d'organisation communautaire, elle fait la promotion de ce qu'elle appelle la *citoyenneté active*, renforce les capacités en leadership dans les rangs de ses membres. La SJC travaille également sur un autre front, à savoir l'organisation de protestations et de manifestations publiques et la collaboration simultanée avec les autorités gouvernementales pour concevoir des solutions politiques. À cet égard, les actions de la SJC sont semblables aux actions menées par la *Treatment Action Campaign* (Campagne d'accès au traitement (TAC), qui est connue, entre autres, pour avoir obligé le gouvernement sud-africain à élaborer et à mettre en œuvre un plan national pour la distribution de médicaments antirétroviraux en faveur des personnes vivant avec le VIH / sida. La similitude du style n'est pas une coïncidence. Zackie Achmat, le célèbre militant sud-africain, a été la force motrice derrière la création de ces deux mouvements.

La SJC est fière d'avoir établi son ordre du jour en utilisant une approche de bas en haut. Ainsi, lorsque ses membres ont indiqué que l'assainissement était une de leurs préoccupations prioritaires, notamment par rapport aux questions de sécurité, la Coalition décida de lancer une campagne, qu'elle a plus tard appelé la Campagne pour un assainissement propre et sûr. Dès le départ, la SJC a recherché des partenariats avec d'autres sections de la société civile pour mener cette campagne. Dans ce contexte, la SJC organisa le Sommet sur l'assainissement dans la ville du Cap, qui a réuni plus de 100 délégués représentant 60 organisations partenaires et les deux principaux partis politiques du Cap. Ce sommet a été un élément important des efforts de la SJC pour former une large alliance d'organisations luttant pour l'amélioration de l'accès à l'assainissement.



STRATÉGIE DE LA CAMPAGNE MENÉE AU CAP POUR L'AMÉLIORATION DU SYSTÈME SANITAIRE DANS LES ZONES D'HABITATION INFORMELLE

- Recensement méthodique et démocratique des priorités, des opinions et des points de vue des habitants;
- Formation d'une coalition large qui comprend les organisations de la société civile, les professionnels de la santé et les chefs religieux;
- Conduite d'une vaste campagne de communication dans la presse écrite, la radio et la télévision, et distribution de documents médiatiques dans la langue locale;
- Organisation d'actions de protestations et de manifestations créatives visant à recueillir le soutien de toutes les classes sociales;
- Demande des contrats du service public pour surveiller leur mise en œuvre, utilisation des médias et menace d'une action en justice lorsque les autorités sont réticentes à faire preuve de transparence;
- Maintien d'une relation de collaboration civile avec des représentants du gouvernement; et
- Collaboration avec des chercheurs et des experts en politique pour faire au gouvernement des propositions techniquement solides et financièrement réalistes visant à résoudre les problèmes d'assainissement.

Reconnaissant le rôle important que la religion continue de jouer dans la société sud-africaine, la SJC s'est également adressée au Forum des chefs religieux du Cap occidental, un groupe multiconfessionnel de coordination, pour inviter ses dirigeants à des « marches de témoignage » pour leur permettre de voir de leurs propres yeux l'état des réseaux publics d'assainissement à Khayelitsha. La SJC a mené une action concertée pour collaborer avec des chercheurs et des

professionnels de la santé et a engagé d'éminents professionnels de la santé dans les délégations envoyées pour rencontrer les représentants de la Ville et s'inspirer de l'expertise de l'*African Center for Cities* (Centre africain pour les villes), un groupe de réflexion basé à l'Université du Cap qui développe des solutions aux problèmes urbains dans le but de formuler des propositions pour l'assainissement dans les quartiers informels.

S'appuyant sur cette large base, la SJC a lancé une stratégie de communication qui s'est soldée par la publication de plus de 20 textes d'opinion rédigés par la SJC et ses partenaires de campagne sur les questions d'assainissement, y compris une lettre ouverte par un groupe de professionnels de la santé approuvant la campagne. Les représentants de la SJC ont également participé à de nombreuses émissions de télévision et de radio. Dans le même temps, la SJC a distribué plus de 10 000 brochures sur la Campagne, plus de 1000 fiches d'information et des centaines d'affiches de campagne, toutes en langue xhosa (la langue maternelle de la plupart des habitants des quartiers informels) et en anglais.

Dans le cadre de la campagne, la SJC a organisé une série d'actions de protestations et de manifestations, y compris une marche en faveur d'un meilleur assainissement vers les bureaux de la Ville. La SJC a également présenté à la Ville une pétition de plus de 10 000 signatures, et l'approbation de 25 organisations différentes pour exiger l'amélioration des services d'assainissement. La SJC a organisé des manifestations plus créatives, mobilisant ses membres à deux reprises pour former une chaîne humaine devant les toilettes publiques dans régions plus riches pour représenter symboliquement les nombreux Africains du Sud toujours en attente d'avoir un accès à des installations sanitaires propres et sûres.

Les actions les plus efficaces de la SJC ont cependant été menées grâce à son engagement avec les représentants de la Ville. Même si au départ leurs relations étaient quelque peu difficiles, la collaboration devint progressivement respectueuse. La SJC a d'abord travaillé avec Ndifuna Ukwazi (NU), une organisation non gouvernementale basée au Cap qui soutient les campagnes axées sur les questions de justice sociale dans le but d'évaluer et de surveiller les performances des prestataires de services privés impliqués dans les services d'assainissement. Dans cet objectif, les organisations ont demandé à la Ville des copies des Contrats standard de prestations de service (*Standard Delivery Agreements - SDA*). Conformément à la loi, tous ces contrats doivent être publiés sur les sites web municipaux et mis à la disposition du public pour consultation. Malgré cela, aucun contrat n'avait été posté sur le site web de la Ville et aucun n'était disponible pour inspection. Une fois que la SJC et Ndifuna Ukwazi ont porté la question à l'attention des médias et, plus tard évoqué la possibilité d'une action en justice, la Ville publia finalement un certain nombre de contrats.

Pendant la publication et la révision des contrats standards par la SJC et ses partenaires, la Ville a reconnu qu'elle ne disposait pas des capacités nécessaires pour superviser correctement les prestataires de services, et salua l'offre de la SJC lui proposant un suivi des contrats par ses membres. Même si la SJC reste prudente quant aux responsabilités de

surveillance du gouvernement, sa volonté de coopérer a permis d'entretenir des relations plus cordiales. Ainsi que l'observe l'un des chercheurs de la SJC, Axile Notywala : « Nous ne considérons pas que nous sommes contre le gouvernement. Lorsque nous avons une demande, nous travaillons avec le gouvernement et avec les communautés et nous tentons de les rapprocher. »

La SJC a également apporté un certain nombre d'autres questions à l'attention de la Ville. Par exemple, la Ville a mis en place une ligne d'assistance téléphonique gratuite pour signaler les bornes-fontaines et les toilettes défectueuses ou cassées. En revanche, ce numéro vert frais étant accessible uniquement à partir de lignes terrestres, qui sont rares dans les quartiers d'habitation informelle, il est rarement utilisé. Après avoir vu la manière dont la SJC rassemblait méthodiquement les opinions et les points de vue de ses membres, les responsables de la Ville ont affiché leur volonté d'être attentifs au type de rétro information apporté par des organisations telles que la SJC. Depuis, la Ville a accepté les observations et les exigences de la SJC, qui est devenue à ses yeux le représentant légitime des habitants.

Enfin, la SJC a soumis une proposition chiffrée du service de gardiennage et d'entretien au Comité directeur du budget de la Ville, qui examine et approuve les allocations budgétaires. En plus d'apporter la justification de ces services, la proposition comprenait une évaluation des coûts basée sur l'emploi de 1500 gardiens pour un coût estimatif de 100 millions de rands (12,3 millions de dollars), avec des chiffres issus des calculs réalisés par la Ville elle-même.

Lors des réunions qui se sont tenues pour discuter de la proposition, les responsables de la Ville ont été constamment impressionnés par la capacité de la SJC à rassembler des preuves et des faits pour se faire entendre. En outre, l'approche de la SJC consistant à soutenir même les progrès graduels sur ces questions a également été appréciée par les personnes en place.

La conseillère municipale de la ville du Cap, Shehaam Sims, a déclaré que la proposition a finalement donné un nouvel élan à ce problème. Sims a demandé un montant total de 40 millions de rands (4,9 millions de dollars), mais seuls 26 millions de rands (3,2 millions de dollars) ont été accordés dans le budget 2012-2013. Pourtant, l'allocation peut se développer à partir de là, selon elle, parce que la Ville a annoncé qu'elle allait soutenir le programme sur une base annuelle, en ajustant l'allocation des ressources en fonction des besoins.

CHANGEMENTS DUS A LA CAMPAGNE

La campagne a entraîné quelques victoires modestes mais importantes.

Tout d'abord, elle a contribué à obtenir l'approbation et le financement des services de gardiennage et d'entretien des toilettes publiques dans les quartiers informels. Le service prévoit non seulement l'entretien régulier de milliers de toilettes et de bornes fontaines dans les quartiers informels du Cap (ainsi que les avantages pour la santé qui en découleront), mais il fournit également 500 emplois aux

chômeurs du Cap. La mise en place du service a également été une victoire symbolique importante pour les habitants des quartiers informels qui estiment avoir été traités davantage comme des réfugiés en non comme des citoyens.

La campagne a également entraîné un certain nombre d'autres améliorations immédiates en matière d'assainissement à Khayelitsha. Par exemple, la Ville a signalé la fin de 2011 qu'elle avait réparé 256 toilettes à Khayelitsha au cours du seul mois de novembre 2011. La SJC a également aidé la Ville à améliorer ses méthodes de surveillance et la réparation des infrastructures d'assainissement. La SJC a convaincu la Ville de marquer chaque toilette à Khayelitsha (avec la promesse de la mise en œuvre dans tous les quartiers informels) avec ses coordonnées GPS pour permettre aux équipes de réparation de les localiser facilement dès le signalement des dysfonctionnements. La Ville pilote également un téléphone public avec une ligne consacrée au Centre d'opérations techniques des services d'eau et d'assainissement de la Ville permettant aux habitants de signaler les problèmes.

La publication des contrats de service a été un autre résultat important. Bien que la surveillance de ces contrats reste limitée, un certain nombre d'infractions ont d'ores et déjà été identifiées par NU et la SJC, et ont été signalées à la Ville. La publication des contrats est perçue comme une étape importante vers une plus grande culture de transparence dans l'administration de la ville du Cap.

Un certain nombre de facteurs externes ont contribué à faire pression sur la ville du Cap pour mettre en œuvre ces mesures. En un sens, il semble que la Campagne ait été menée au bon moment. Les questions relatives à l'assainissement, et aux toilettes en particulier, étaient devenues un enjeu politique après que le parti



LES RÉSULTATS DE LA CAMPAGNE POUR L'AMÉLIORATION DES SERVICES D'ASSAINISSEMENT DANS LES

- La réparation des centaines de toilettes et d'autres améliorations aux installations sanitaires et hydrauliques défectueuses;
- Le géo-localisation des toilettes publiques dans les quartiers informels pour permettre des réparations plus rapides;
- Le pilotage d'un numéro vert public consacré au signalement des problèmes relatifs à l'eau et au système d'assainissement;
- La publication des contrats de prestation de services et la découverte de nombreuses irrégularités dans leur mise en œuvre; et
- L'approbation et le financement d'un service employant 500 gardiens pour le nettoyage et l'entretien des centaines de toilettes publiques et de points d'eau dans les quartiers informels du Cap.

national au pouvoir, le Congrès national africain, ait fustigé le parti d'opposition, l'Alliance démocratique (DA) pour avoir permis la construction de toilettes en plein air, sans aucune intimité ni cloisons, dans une des municipalités qu'il contrôle. L'Alliance démocratique, qui a pris le contrôle du Cap au cours de la campagne, a tenu à rectifier son image sur la question et a donc probablement été une cible facile. Pourtant, les observateurs conviennent que la SJC a habilement profité du climat politique et s'est servie avec efficacité du débat public sur les toilettes pour atteindre ses objectifs.

CONCLUSIONS

La campagne menée par la SJC en faveur de l'amélioration des services d'assainissement dans les quartiers informels dans la ville du Cap a été couronnée de succès en très peu de temps. La légitimité de la SJC et de ses membres, sa capacité à obtenir le soutien d'un éventail de groupes de la société civile, et ses compétences exceptionnelles en communication ont tous contribué à ses réalisations.

La SJC a également souligné l'importance du travail à la fois en interne, en tant que collaborateur avec le gouvernement, et en externe, comme un agitateur indépendant pour apporter le changement. Son travail sur les deux fronts a nécessité un large éventail de compétences exceptionnelles : la capacité à mobiliser les citoyens et la capacité technique à formuler des propositions politiques et budgétaires concrètes. La SJC possède de nombreuses capacités en interne et a également bénéficié de partenariats stratégiques avec NU et l'IBP qui lui ont permis d'atteindre ses objectifs avec efficacité.

Les outils et l'analyse budgétaires ont joué un rôle important pour démontrer la faisabilité de la proposition d'un service d'entretien. La SJC est consciente que l'analyse budgétaire continuera à être un outil important pour que la ville du Cap rende compte de ses promesses et a récemment envoyé son personnel (avec le personnel de NU) à une série d'ateliers de

formation budgétaire organisés par l'IBP. Bien que ce domaine soit nouveau pour la SJC, compte tenu de son bilan d'activisme innovateur et efficace, son utilisation future des outils budgétaires attireront certainement une plus grande attention.

International Budget Partnership offices

820 First Street NE Suite 510
Washington, DC 20002 USA
Tel: +1 202 408 1080
Fax: +1 202 408 8173

Xicotencatl 370-601
Del Carmen, Coyoacán,
C.P. 04100 México, D.F.
Tel: +5255 5658 3165
+5255 5282 0036

The Armoury, 2nd Floor,
Buchanan Square
160 Sir Lowry Road
Woodstock, South Africa
Tel: +27 021 461 7211
Fax: +27 021 461 7213

802 Raj Atlantis
Near SVP School,
off Mira-Bhayender Road,
Beverly Park, Mira Road (E)
401107 Mumbai, India
Tel: +91 22 2811 4868
+91 96 6507 1392